

# E.S.T.E.S.

Centre de Ressources Documentaires

## Revue de presse et veille juridique

N° 9 – novembre 2008

### **ACTION SOCIALE**

#### **\* Dossier : BUDGET DE L'ETAT : Combien pour le social en 2009 ?**

De : TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES

*Tour d'horizon des crédits affectés aux politiques publiques qui intéressent les acteurs du secteur social et médico-social*

Dans : TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES

Du/de : 10 OCTOBRE 2008 - n ° 1178 - p 11 à 18 (8 P) - Cote : A TSA 80

### **ADMINISTRATION ET GESTION DES ETABLISSEMENTS**

#### **\* Évaluation : L'APF ENGAGÉE DANS UNE DEMARCHE CONTINUE D'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ**

De : PAQUET Guy

*Extraits : "Faire entrer un réseau de plus de 400 établissements dans un plan permanent d'amélioration de la qualité, tel est le défi que s'est lancé l'Association des Paralysés de France. Combinant référentiel national, conseil et audit conduit par des professionnels se déplaçant de structure en structure, ce chantier, voulu sans fin, vise à renforcer la cohérence de l'association, tout en évitant la standardisation". Plutôt qu'un manuel "qualité" adaptable dans toutes les structures, c'est vers une démarche de "co-construction" que l'APF s'est orientée.*

Dans : A.S.H.

Du/de : 24 OCTOBRE 2008 - n ° 2578 - p 41 & 42 (2 P) - Cote : A ASH 792

#### **\* COMMENT SE SAISIR DE L'ÉVALUATION**

De : ROUSSEAU Patrick, OGIER Guillaume, DUBREUIL Bertrand

*Trois contributions pour nourrir la réflexion sur la question de l'évaluation : pour le directeur d'une association, il "faut s'approprier résolument le processus et se familiariser avec ses outils", pour le consultant, il faut analyser les interactions entre les concepts d'évaluation, de qualité et de bienveillance et pour le sociologue directeur d'un organisme de formation, il faut "se plonger" dans les documents publiés par l'ANESM.....*

Dans : A.S.H.

Du/de : 28 NOVEMBRE 2008 - n ° 2583-2584 - p 37 à 42 (6 p) - Cote : A ASH 796

#### **\* Démarche participative : USAGERS : UNE PLACE ENCORE A CONQUÉRIR DANS L'ÉVALUATION**

De : PAQUET Michel

*Malgré toutes les recommandations de bonnes pratiques, l'utilisateur n'a pas encore conquis sa place dans l'évaluation, en raison d'une communication souvent déroutante et de l'utilisation encore insuffisante du conseil de la vie sociale.*

Dans : A.S.H.

Du/de : 28 NOVEMBRE 2008 - n ° 2583-2584 - p 43 à 46 (4 p) - Cote : A ASH 795

#### **\* Établissements et services : DOMMAGES CAUSÉS A DES TIERS PAR DES MINEURS ACCUEILLIS AU TITRE DE L'ASE : QUI EST RESPONSABLE ?**

De : ANDRE Sophie

*Le point sur la jurisprudence : qui est responsable des dommages causés, lors de fugues en particulier, par les mineurs pris en charge par l'aide sociale à l'enfance ? Les parents, le département, les structures qui les accueillent ?*

Dans : A.S.H.

Du/de : 28 NOVEMBRE 2008 - n ° 2583-2584 - p 19 à 23 (5 P) - Cote : A ASH 793

Renseignements : Anne QUIRIN ou Grazyna SALOMON  
Tél. 33(0)3 88 21 19 93 - Fax : 33(0)3 88 21 19 99  
Adresse d'expédition : ESTES - Centre de Ressources Documentaires  
3, rue Sédillot BP 44  
67065 STRASBOURG Cedex

## **ADMINISTRATION ET GESTION DES ETABLISSEMENTS**

### **\* En tête : ASSOCIATIONS : DIRECTIVE "SERVICES" : menace ou opportunité ?**

De : DAOVANNARY Linda

*Le champ d'application de cette directive est très vaste puisqu'elle établit un cadre juridique général pour tout service fourni par les prestataires ayant leur siège au sein de l'Union Européenne et elle doit être transposée par tous les États membres avant le 28 décembre 2008. "Cette étape est cruciale et extrêmement difficile vu le nombre important de secteurs, d'activités et de textes concernés". Les opérateurs de services sociaux seront-ils concernés ou exclus de la directive ?*

Dans : **TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES**

Du/de : **10 OCTOBRE 2008** - n ° **1178** - p **4 & 5 (2 P)** - Cote : **A TSA 79**

### **\* Dossier : PROJET DE LOI "ARS" (Agences Régionales de Santé)**

De : TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES

*Le projet de création des Agences Régionales de Santé inclut dans le projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires, bouleverse la gouvernance du secteur médico-social. L'objectif est d'instaurer un pilotage régional unifié et responsabilisé du système de santé permettant de gérer ensemble les politiques de santé, l'organisation des soins et la maîtrise des dépenses. Le secteur médico-social y est intégré, car financé par l'assurance maladie, et les ESA, car financées par l'État.*

Dans : **TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES**

Du/de : **24 OCTOBRE 2008** - n ° **1180** - p **9 à 15 (7 P)** - Cote : **A TSA 82**

## **DELINQUANCE**

### **\* Pour une juste réforme du droit pénal des mineurs : OBSERVATIONS DE L'ASSOCIATION FRANCAISE DES MAGISTRATS DE LA JEUNESSE ET DE LA FAMILLE DEVANT LA COMMISSION PRESIDEE PAR MONSIEUR LE PROFESSEUR VARINARD CHARGEE DE FORMULER DES PROPOSITIONS POUR REFORMER L'ORDONNANCE DU 2 FEVRIER 1945 SUR L'ENFANCE DELINQUANTE**

De : AFMJF

*Les grandes lignes du projet pour une juste réforme du droit pénal des mineurs élaborer par l'Association Nationale des magistrats de la jeunesse et de la famille avec notamment la description concrète de la "démarche du juge des enfants face au traitement de la situation d'un mineur délinquant": DE QUI PARLONS NOUS ? Puis il sera question de la RECONNAISSANCE PAR LE DROIT DES DIFFERENTES ETAPES DE LA MINORITE et enfin UNE PROPOSITION DE REFORME ECLAIREE PAR L'EXISTANT ET FIDELE AUX PRINCIPES FONDATEURS DE LA JUSTICE DES MINEURS*

Dans : **La Revue d'action juridique & sociale - JOURNAL DU DROIT DES JEUNES**

Du/de : **SEPTEMBRE 2008** - n ° **278** - p **24 à 31 (8 p)** - Cote : **A JOU 274**

### **\* Un livre de chevet pour la commission Varinard : "LE JUGE DES ENFANTS N'EST PAS UN JUGE MINEUR"**

De : BASTARD Benoît, MOUHANNA Christian

*La revue publie ici les conclusions d'un "véritable travail de sociologie juridique" auquel "se sont livrés les auteurs", sociologues au CNRS, visant à analyser les transformations que connaît cette institution, "compte tenu des bouleversements profonds du contexte social et institutionnel dans lequel s'inscrit l'action de ce magistrat".*

Dans : **La Revue d'action juridique & sociale - JOURNAL DU DROIT DES JEUNES**

Du/de : **OCTOBRE 2008** - n ° **278** - p **32 à 35 (4 P)** - Cote : **A JOU 275**

### **\* Un tableau alarmant de la justice des mineurs : DELINQUANCE DES MINEURS : les 25 propositions du rapport Warsmann**

De : DEMALDENT-RABAUX Juliette

*Synthèse du rapport Warsmann par une juriste : 25 propositions qu'on peut regrouper autour des deux grandes préoccupations : maintenir l'objectif d'une réponse rapide et efficace à chaque acte délinquant et améliorer la prise en charge des mineurs délinquants.*

Dans : **La Revue d'action juridique & sociale - JOURNAL DU DROIT DES JEUNES**

Du/de : **OCTOBRE 2008** - n ° **278** - p **37 à 41 (5 p)** - Cote : **A JOU 273**

## DELINQUANCE

\* **LIEN SOCIAL SPECIAL 20 ANS : Les humains ne sont pas simplement des cellules. On ne porte pas un mal-être comme on porte un virus**

De : MUCCHIELLI Laurent

*De l'analyse de la politique actuelle de la prévention de la délinquance à la défense des travailleurs sociaux, "contre le simplisme et le caractère régressif des raisonnements qui s'emparent de plus en plus du débat public, il faut enfin rappeler que les problèmes des personnes ne sont pas uniquement des problèmes personnels".*

Dans : **LIEN SOCIAL "Le Forum du Jeudi"**

Du/de : **OCTOBRE 2008 - n ° HORS-SERIE 16 OCTOBRE 2008 - p 9 & 10 (2 p) - Cote : A LIE 261**

## DROGUE

\* **Qualité de vie : "TOUT OBJET DE PLAISIR PEUT DEVENIR UNE ADDICTION" - Marmottan : A l'écoute des jeunes "accros" aux jeux vidéo - Le jeu pathologique : une addiction réelle, sans drogue - Changer les représentations de l'alcool et des soins -**

De : STORA Michael, DANGAIX Denis, BATEL Philippe

*La prise en charge et la prévention des addictions est devenue une priorité nationale, et désormais on parle d'addictions sans drogue pour les jeux vidéo. Entretiens et reportages sur plusieurs aspects de ces addictions.*

Dans : **LA SANTE DE L'HOMME**

Du/de : **JUILLET AOUT 2008 - n ° 396 - p 4 à 12 (9 p) - Cote : A SAH 33**

## EXCLUSION SOCIALE

\* **"Rendre aux usagers l'usage de soi"**

De : CERVERA Gilles

*"Nous plaçons aujourd'hui pour que les travailleurs sociaux trouvent les appuis dans l'utilisateur lui-même, posant pour hypothèse qu'il a internalisé le modèle mais que la distorsion voire le décrochage sont amplifiés, non par l'utilisateur lui-même, mais par une relation complexe avec son milieu de travail, sa période de chômage, son voisinage, ses valeurs culturelles, ses nouages familiaux, son éloignement ou son exil et d'autres critères, évidemment intriqués, liés à son inconscient et son corps" nous dit Gilles Cervera, président de Réseau National des Communautés Éducatives.*

Dans : **A.S.H.**

Du/de : **24 OCTOBRE 2008 - n ° 2578 - p 37 & 38 (2 P) - Cote : A ASH 790**

\* **CONSTRUCTION DU CONCEPT DE DISCRIMINATION : EGALITE, DIFFERENCIATION ET DISCRIMINATION : ce que dit le droit**

De : BORGETTO Michel

*Pour Michel Borgetto, professeur de droit public, "ce que dit le droit sur ces concepts peut tenir, finalement, dans les quelques lignes qui suivent. Le principe d'égalité ne s'oppose catégoriquement à une différence de traitement que lorsque celle-ci repose sur des critères illégitimes prohibés par les textes et se révèle donc discriminatoire ; lorsque tel n'est pas le cas, la différenciation est d'autant plus admise qu'elle apparaît comme l'expression voire comme l'instrument de l'égalité. De là, la seule véritable difficulté qu'il revient au Droit de surmonter : fournir au juge et aux citoyens les outils permettant d'établir le caractère illégitime ou injustifié de la différenciation en question...." C'est ce qu'il tente de nous montrer dans cet article.*

Dans : **Centre de Recherche et d'Information sur la démocratie et l'autonomie**

Du/de : **JUILLET AOUT 2008 - n ° 148 - p 8 à 17 (5 P) - Cote : A INF 1125**

\* **Dossier : EXCLUSION - EMPLOI - SANTE : Répondre aux nouvelles formes de l'isolement rural**

De : CHAUDIEU Emmanuelle

*Comment répondre aux nouvelles formes d'isolement qui apparaissent en milieu rural ? Les professionnels du secteur sanitaire et social développent de nouveaux modes d'intervention pour répondre aux spécificités de ces territoires.*

Dans : **GAZETTE (LA) SANTE SOCIAL - le mensuel des acteurs sanitaires et sociaux**

Du/de : **NOVEMBRE 2008 - n ° 46 - p 22 à 29 (8 P) - Cote : A GAZ 33**

## **EXCLUSION SOCIALE**

### **\* L'EFFECTIVITE DES POLITIQUES PUBLIQUES : SUBJECTIVATION DES VECUS, OBJECTIVATION JURIDIQUES DES FAITS : un dilemme pour l'évaluation des politiques relatives aux discriminations**

De : NOEL Olivier

*L'auteur, sociologue, se propose "d'analyser les enjeux de l'évaluation de la politique de prévention et de lutte contre les discriminations en abordant - à partir de trois expériences conduites dans des missions locales d'insertion - la prise en considération de situations vécues, à raison ou à tort, comme discriminatoires par les jeunes".*

Dans : **INFORMATIONS SOCIALES**

Du/de : **JUILLET AOUT 2008** - n ° **148** - p **124 à 133 (5 P)** - Cote : **A INF 1129**

### **\* DISCRIMINATION ET STIGMATE**

De : BELORGEY Jean-Michel

*Jean-Michel Belorgey nous explique ici pourquoi "la discrimination procède d'un rapport (individuel ou collectif) pervers à la différence" .... "et c'est la perversion qui entraîne le stigmata".*

Dans : **INFORMATIONS SOCIALES**

Du/de : **JUILLET AOUT 2008** - n ° **148** - p **18 & 19 (1 P)** - Cote : **A INF 1126**

### **\* Dossier : GENS DU VOYAGE : Quels droits, quelles prestations ?**

De : TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES

*Discriminés en raison de leur mode de vie, les gens du voyage rencontrent des difficultés pour accéder à certains actes de la vie courante et aux droits sociaux. Le point sur la situation en France.*

Dans : **TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES**

Du/de : **17 OCTOBRE 2008** - n ° **1179** - p **11 à 15 (5 P)** - Cote : **A TSA 81**

## **FAMILLE**

### **\* HAUT CONSEIL DE LA FAMILLE : Décret n° 2008-1112 du 30 octobre 2008 créant un Haut Conseil de la famille** Paru le : **31 OCTOBRE 2008** Cote : **TL 69**

*Il est créé un Haut Conseil de la famille, présidé par le Premier ministre qui : - anime le débat public sur la politique familiale, en particulier la définition, la conciliation et la hiérarchisation de ses objectifs essentiels ; - formule des recommandations, des avis et propose des réformes ; à cet effet, il réalise des travaux d'évaluation et de prospective sur la politique familiale et la politique démographique ; - mène des réflexions sur le financement de la branche famille de la sécurité sociale et son équilibre financier au regard des évolutions sociales, économiques et démographiques. Il peut en outre être saisi de toute question par le Premier ministre ou le ministre chargé de la famille. .... La création du haut conseil entraîne la suppression de la Conférence de la famille, du Comité interministériel de la famille, du Haut conseil de la population et de la famille.*

Dans : **HAUT CONSEIL DE LA FAMILLE, CONFERENCE DE LA FAMILLE, COMITE INTERMINISTERIEL DE LA FAMILLE, HAUT CONSEIL DE LA POPULATION ET DE LA FAMILLE; MINISTERE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES, DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE**

site à consulter :

[http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo\\_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20081031&numTexte=30&pageDebut=16594&pageFin=16595](http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20081031&numTexte=30&pageDebut=16594&pageFin=16595)

### **\* ENJEUX POLITIQUES ET JURIDIQUES DE LA PARENTALITE : UN DROIT DE LA FAMILLE CENTRE SUR LA PARENTALITE**

De : FOSSIER Thierry

*Thierry Fossier, président de chambre à la cour d'appel de Douai, essaye ici de répondre à la question suivante : "Le droit des rapports individuels - le droit civil pour l'essentiel - a-t-il un besoin impérieux d'une définition de la parentalité ?" et pour cela il va tenter de montrer que "la parentalité est au centre du droit contemporain de la famille. Si le droit écrit n'en fait pas mention, c'est soit parce qu'il désigne la fonction et ses contraintes autrement ("autorité parentale", bientôt "autorité familiale"), soit qu'il se refuse à créer un droit nouveau qui ne profiterait qu'aux adultes, un "droit à". Il déplore en conclusion que "ici et maintenant, l'enfant est un objet, et non point un sujet".*

Dans : **INFORMATIONS SOCIALES**

Du/de : **SEPTEMBRE OCTOBRE 2008** - n ° **149** - p **32 à 38 (4 P)** - Cote : **A INF 1132**

## FAMILLE

### \* ENJEUX POLITIQUES ET JURIDIQUES DE LA PARENTALITE : LA PARENTALITE COMME CATEGORIE DE L'ACTION PUBLIQUE

De : CHAUVIERE Michel

*Selon Michel Chauvière, directeur de recherche au CNRS, au CERSA (Université Paris II), la parenté, "catégorie nouvelle dans le discours politique, du moins en France", "semble avant tout s'adosser à la norme socio juridique d'autorité parentale conjointe, établie par la réforme du droit de la famille de 1970. Cependant, les pratiques sociales observables vont bien au-delà".... Mais pourquoi cette évolution ?*

Dans : **INFORMATIONS SOCIALES**

Du/de : **SEPTEMBRE OCTOBRE 2008** - n ° **149** - p **16 à 29 (8 P)** - Cote : **A INF 1131**

### \* ENJEUX POLITIQUES ET JURIDIQUES DE LA PARENTALITE : PETIT LEXIQUE CONTEMPORAIN DE LA PARENTALITE : Réflexions sur les termes relatifs à la famille et leurs usages sociaux

De : BOISSON Marine

*Pourquoi tous ces nouveaux mots utilisés pour décrire les réalités familiales : "il s'agit de faire place à de nouveaux liens et à de nouvelles personnes dans l'éducation de l'enfant car sans ces mots, pas de connaissance ni de reconnaissance : seuls les mots possèdent la force de faire reconnaître, de faire advenir, de rendre visible un ordre réel méconnu. Il s'agit aussi de l'établissement de nouveaux devoirs et de nouvelles obligations morales (maintien des liens, mandat éducatif, etc.), les mots contribuant à conférer épaisseur et force contraignante au réel".*

Dans : **INFORMATIONS SOCIALES**

Du/de : **SEPTEMBRE OCTOBRE 2008** - n ° **149** - p **8 à 15 (4 P)** - Cote : **A INF 1130**

## HANDICAP ET INADAPTATION

### \* Établissements et services : LES DROITS DES TRAVAILLEURS HANDICAPES EN ETABLISSEMENTS ET SERVICES D'AIDE PAR LE TRAVAIL

De : LAGA Lydia

*Les travailleurs handicapés bénéficient depuis la loi du 11 février 2005 de nouveaux droits et d'une rémunération plus attractive : synthèse de la nouvelle réglementation.*

Dans : **A.S.H.**

Du/de : **28 NOVEMBRE 2008** - n ° **2583-2584** - p **26 à 36 (11 P)** - Cote : **A ASH 794**

### \* Dossier : TRAVAIL EN "ESAT" : Quels droits pour les handicapés ?

De : TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES

*Malgré leur statut d'usagers, les personnes handicapées accueillies en établissements et services d'aide par le travail (ESAT) bénéficient désormais de nombreux droits sociaux calqués sur ceux des salariés : le point sur la question.*

Dans : **TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES**

Du/de : **31 OCTOBRE 2008** - n ° **1181** - p **11 à 17 (7 P)** - Cote : **A TSA 83**

## IMMIGRATION

### \* DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS : LA "DISCRIMINATION POSITIVE" A LA FRANCAISE : Les contradictions des politiques publiques

De : WUHL Simon

*Simon Wuhl, enseignant à l'université de Marne la Vallée et au CNAM nous montre ici comment la pratique française de la discrimination positive " ne réussit pas à allier justice sociale et efficacité économique".*

Dans : **INFORMATIONS SOCIALES**

Du/de : **JUILLET AOUT 2008** - n ° **148** - p **84 à 93 (5 P)** - Cote : **A INF 1128**

### \* CONSTRUCTION DU CONCEPT DE DISCRIMINATION : LA NOTION DE DISCRIMINATION DANS LES DISCOURS DE L'ACTION PUBLIQUE EN FRANCE (1992-2005) : entre intégration et égalité des chances

De : TANDE Alexandre

*On trouvera ici une analyse de l'utilisation des termes utilisés par les pouvoirs publics en ce qui concerne les populations étrangères : de l'intégration aux politiques de la diversité en passant par la lutte contre les discriminations.*

Dans : **INFORMATIONS SOCIALES**

Du/de : **JUILLET AOUT 2008** - n ° **148** - p **20 à 31 (6 P)** - Cote : **A INF 1127**

## **IMMIGRATION**

### **\* LES MALFAÇONS DU CONTRAT D'ACCUEIL ET D'INTEGRATION**

De : CHAMBON Mylène

*Selon l'auteur, doctorante en anthropologie, "en apparence, l'instauration du Contrat d'accueil et d'intégration représente une avancée dans l'accueil des étrangers en France. Il leur donne en effet les moyens d'apprendre le français et leur présente les valeurs initiales et le fonctionnement institutionnel de la société d'accueil. Cependant, l'observation d'une délégation régionale expérimentant le CAI depuis 2003, réalisée lors d'une enquête de terrain en mars 2006, a permis de se rendre compte du fossé qui existe entre la réalité et le discours politique relayé par les médias".*

Dans : **PLEIN DROIT - La revue du GISTI**

Du/de : **OCTOBRE 2006** - n ° **70** - p **28 à 31 (4 P)** - Cote : **A GIS 4**

### **\* QUELLES POLITIQUES POUR QUELLE INTEGRATION ?**

De : CARRERE Violaine

*Quelle conception de l'intégration les nouvelles politiques sociales françaises concernant l'immigration sous-tendent-elles ?*

Dans : **PLEIN DROIT - La revue du GISTI**

Du/de : **MARS 2007** - n ° **72** - p **4 à 7 (4 P)** - Cote : **A GIS 5**

## **POLITIQUE SOCIALE**

### **\* Le projet de loi "HOPITAL, PATIENTS, SANTE, TERRITOIRES" décloisonne les secteurs sanitaire et médico-social en créant les agences régionales de santé**

De : A.S.H.

*Le point sur le projet de décloisonnement des secteurs sanitaires et médico-social avec la création des Agences Régionales de Santé*

Dans : **A.S.H.**

Du/de : **24 OCTOBRE 2008** - n ° **2478** - p **5 & 6 (2 p)** - Cote : **A ASH 789**

### **\* REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE : LOI**

#### **LOI n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion**

Parue le : **3 DECEMBRE 2008** - Cote : **TL 71**

*La bataille a été gagnée, le RSA sera généralisé au 1er juin 2009. Il remplace le Revenu minimum d'insertion, l'allocation de parent isolé et les différents mécanismes d'intéressement à la reprise d'activité.*

Dans : **JOURNAL OFFICIEL**

site à consulter :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019860428&fastPos=1&fastReqId=117136125&categorieLien=id&oldAction=rechTexte>

## **PROTECTION DE L'ENFANCE**

### **\* A qui s'adresser ? MINEURS ISOLES : et après 18 ans ?**

De : SULLI Carole

*Récapitulatif des principaux textes en vigueur à ce jour, étant précisé que chaque cas est particulier, unique et nécessite un examen complet et approfondi.*

Dans : **La Revue d'action juridique & sociale - JOURNAL DU DROIT DES JEUNES**

Du/de : **SEPTEMBRE 2008** - n ° **277** - p **37 à 41 (5 p)** - Cote : **A JOU 272**

### **\* La loi impose que les parents associent l'enfant aux décisions qui le concernent : LES ENFANTS PEUVENT-ILS FAIRE LA LOI OU DIRE LEURS BESOINS ?**

De : JUSTON Marc

*La loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance dispose que "l'audition de l'enfant est de droit quand il en a fait la demande". Pourtant ce droit n'est pas sans poser de question, "tant l'équilibre est difficile à atteindre entre le respect du droit à la parole de l'enfant et la nécessaire protection dont il doit faire l'objet". Après un bref rappel des nouvelles dispositions, l'auteur évoque les difficultés d'application au regard de la pratique.*

Dans : **La Revue d'action juridique & sociale - JOURNAL DU DROIT DES JEUNES**

Du/de : **OCTOBRE 2008** - n ° **278** - p **42 à 46 (5 p)** - Cote : **A JOU 277**

## PROTECTION DE L'ENFANCE

\* **Le professionnel transporte une culture, des valeurs, qu'il aura tendance à reproduire : LA MEDIATION ET L'INTERPRETATION QUI EST FAITE DU RECUEIL DE LA PAROLE DE L'ENFANT**

De : RONGE Jean-Luc

*Quelle est la place de l'enfant dans le dispositif de la médiation familiale ? Ce sujet fait débat et l'auteur essaye ici de nous en exposer et analyser l'essentiel.*

Dans : **La Revue d'action juridique & sociale - JOURNAL DU DROIT DES JEUNES**

Du/de : **OCTOBRE 2008** - n ° **278** - p **36 à 41 (6 p)** - Cote : **A JOU 276**

\* **UNE SOUFFRANCE MALTRAITEE - ONED : LES INCASABLES**

De : RONGE Jean-Luc, DURNING Paul

*Entretien avec Paul Durning, directeur général du groupement d'intérêt public Enfance en Danger à propos des études réalisées par l'ONED sur les "incasables" autrement dit sur les jeunes "en difficultés multiples", véritables casse-tête pour les institutions de protection de l'enfance et de l'éducation nationale. Le pari de l'ONED est de révéler les expériences innovantes, de lancer la discussion pour améliorer les pratiques et les rapports entre les différents professionnels. On peut consulter le rapport sur les "incasables" sur internet : [http://www.oned.gouv.fr/docs/production-interne/recherche/synthese08\\_guigue06.pdf](http://www.oned.gouv.fr/docs/production-interne/recherche/synthese08_guigue06.pdf)*

Dans : **La Revue d'action juridique & sociale - JOURNAL DU DROIT DES JEUNES**

Du/de : **NOVEMBRE 2008** - n ° **279** - p **10 à 19 (10 P)** - Cote : **A JOU 278**

## SOCIETE

\* **Le débat : TOUS FICHES ?**

De : DELMOTTE Hélène, MAISONNEUVE Catherine, GACHET Gérard, FELTESSE Hugues, DUBASQUE Didier

*De nombreuses questions se posent à propos des fichiers qui se multiplient actuellement . Un intéressant débat montre ici les enjeux de ce fichage.*

Dans : **GAZETTE (LA) SANTE SOCIAL - le mensuel des acteurs sanitaires et sociaux**

Du/de : **NOVEMBRE 2008** - n ° **46** - p **6 à 8 (3 P)** - Cote : **A GAZ 32**

## TRAVAIL SOCIAL

\* **"TOUS LES PAYS EUROPEENS TENDENT VERS UN MODELE LIBERAL DE TRAVAIL SOCIAL" selon Emmanuel Jovelin, sociologue**

De : JOVELIN Emmanuel, PAGNEUX Florence

*A propos d'une étude qui compare les modèles européens de travail social et les effets de la "crise" sur ces modèles : un entretien avec l'auteur qui nous permet de comprendre mieux les spécificités françaises.*

Dans : **A.S.H.**

Du/de : **24 OCTOBRE 2008** - n ° **2578** - p **39 & 40 (2 P)** - Cote : **A ASH 791**

\* **LIEN SOCIAL SPECIAL 20 ANS : Chaque fois qu'on confond principe de réalité et principe de résignation, on fait objectivement le jeu de cela même qu'on dit subjectivement combattre**

De : KARSZ Saül

*Lui aussi pense que "si l'heure est grave, les jeux sont loin d'être faits". Il y a le retour du "contrôle social" mais il y a aussi les usagers "dont la condition très souvent complexe fait beaucoup réfléchir les travailleurs sociaux, individuellement et en équipe, les inquiète et même les déstabilise, et interroge rien de moins que la pertinence de leurs modalités d'intervention".*

Dans : **LIEN SOCIAL "Le Forum du Jeudi"**

Du/de : **16 OCTOBRE 2008** - n ° **HORS-SERIE 16 OCTOBRE 2008** - p **54 & 55 (2 p)** - Cote : **A LIE 264**

\* **LIEN SOCIAL SPECIAL 20 ANS : Les RMistes et les chômeurs ont une pensée qu'il nous faut écouter**

De : SCHWARTZ Bertrand

*Bertrand Schwartz est pessimiste en ce qui concerne le bilan actuel, mais il sait qu'il "faut encore développer l'insertion comme une démarche impliquée, faire réfléchir les gens par eux-mêmes plutôt que de penser à leur place et, toujours travailleur sur l'écoute".*

Dans : **LIEN SOCIAL "Le Forum du Jeudi"**

Du/de : **16 OCTOBRE 2008** - n ° **HORS-SERIE 16 OCTOBRE 2008** - p **42 (1 P)** - Cote : **A LIE 263**

## TRAVAIL SOCIAL

### \* **LIEN SOCIAL SPECIAL 20 ANS : Il s'agit pour le travail social de se donner et d'obtenir de la visibilité sociale afin d'être collectivement en capacité d'agir avec les usagers et citoyens**

De : BOUQUET Brigitte

*Pour Brigitte Bouquet, dans ce monde en profonde mutation, marqué par l'émergence de politique d'économie libérale : "Rêvons que le travail social a un rôle de vigie de ce qui fait l'humanité et doit ainsi demeurer un veilleur et un éveilleur des libertés, un contributeur de l'épanouissement personnel et social dans la société".*

Dans : **LIEN SOCIAL "Le Forum du Jeudi"**

Du/de : **16 OCTOBRE 2008** - n ° **HORS-SERIE 16 OCTOBRE 2008** - p **26 & 27 (2 P)** - Cote : **A LIE 262**

### \* **DIPLOME D'ETAT D'ASSISTANT DE SERVICE SOCIAL : Arrêté du 20 octobre 2008 modifiant l'arrêté du 29 juin 2004 relatif au diplôme d'Etat d'assistant de service social**

Paru le : **30 OCTOBRE 2008** -

Cote : **TL 70**

*Le référentiel de certification, dans son annexe 2, comprend quatre domaines, comportant chacun une épreuve. Les épreuves organisées en centre d'examen interrégional concernent les domaines de certification 1, 2 et 4 (présentation et soutenance d'un dossier de pratiques professionnelles ; présentation et soutenance d'un mémoire d'initiation à la recherche dans le champ professionnel ; épreuve de connaissance des politiques sociales et implication dans les dynamiques partenariales institutionnelles et interinstitutionnelles). L'épreuve du domaine de certification 3, réalisée en établissement de formation, concerne : dossier de communication. L'ensemble du diplôme doit être validé dans une période de cinq ans à compter de la date de notification de la validation du premier domaine de certification. A titre transitoire, les candidats qui se présenteront au diplôme en 2009 demeurent régis par les dispositions antérieures relatives au dossier de pratiques professionnelles.*

Dans **J.O. Lois et Décrets**

site à consulter :

[http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo\\_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20081030&numTexte=31&pageDebut=16482&pageFin=16485](http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20081030&numTexte=31&pageDebut=16482&pageFin=16485)

### \* **LES MINEURS ISOLES FACE AUX SOUPCONS**

De : BRICAUD Julien

*Ce qui est important, selon l'auteur, éducateur spécialisé, ce n'est pas tant les différences qu'ils représentent, que les conditions dans les quelles ont les accueille : "Le constat des professionnels est à peu près unanime : un soupçon persistant entoure l'accueil et la protection des mineurs isolés. Le soupçon se focalise notamment sur les mensonges constatés ou supposés tenus par les jeunes étrangers isolés aux travailleurs sociaux", mensonges sur leur âge, sur leur isolement, fausses nationalités, faux noms, faux récits de vie, etc. pour avoir droit à une aide. Un soupçon qui a des conséquences multiples sur le processus éducatif ! Mais comme conclue l'auteur, "le mensonge n'est jamais que la solution provisoire qu'une personne trouve pour répondre à une situation donnée.*

Dans : **PLEIN DROIT - La revue du GISTI**

Du/de : **OCTOBRE 2006** - n ° **70** - p **23 à 26 (4 P)** - Cote : **A GIS 3**

### \* **VERS UNE LOGIQUE DE CONTROLE**

De : DAADOUCHE Christophe

*Pour Christophe Daadouch, juriste et formateur, "les dernières lois sur l'entrée et le séjour des étrangers ont largement redéfini la place que joue en cette matière le travail social. Loin de l'accompagnement classique des étrangers vers les droits sociaux, les services sociaux vont désormais tenir une place essentielle tant dans les processus d'entrée sur le territoire que dans ceux de régularisation et même indirectement d'éloignement du territoire". Décryptage et constat : "A mains égards, ces multiples textes vont à l'encontre des évolutions du travail social. Alors qu'elle a peiné à sortir d'une logique de contrôle qui a pu fonder son histoire, l'action sociale y retourne par la porte du droit des étrangers".*

Dans : **PLEIN DROIT - La revue du GISTI**

Du/de : **OCTOBRE 2006** - n ° **70** - p **14 à 18 (5 P)** - Cote : **A GIS 2**

### \* **ENTRE DROIT ET ETHIQUE, LE GRAND ECART**

De : GARCETTE Christine, DAADOUCHE Christophe

*Réflexions d'une assistante sociale et d'un juriste sur la posture professionnelle entre le droit et l'éthique en ce qui concerne l'action menée auprès des étrangers. Ils tentent de répondre à la question suivante : "En quoi le travail social, dans sa définition classique, rencontre-t-il des difficultés sur ce champ particulier ?"*

Dans : **PLEIN DROIT - La revue du GISTI**

Du/de : **OCTOBRE 2006** - n ° **70** - p **9 à 13 (5 P)** - Cote : **A GIS 1**

**TRAVAIL SOCIAL**

**\* GERER L'IMPOSSIBLE**

De : RIVE Émilie, DESPRE Florence

*Émilie Rive est assistante sociale. Elle a exercé en polyvalence de secteur et auprès de services de l'aide sociale à l'enfance. Elle nous montre dans cet interview comment son travail devient "un service social de résistance" en particulier à cause de l'application des lois sur l'immigration et de la loi sur la prévention de la délinquance et les dernières lois sur l'immigration.*

Dans : **PLEIN DROIT - La revue du GISTI**

Du/de : **MARS 2007 - n ° 72 - p 21 à 23 (3 P) - Cote : A GIS 7**

**\* DU TRAVAIL SOCIAL A L'ACTION JURIDIQUE**

De : MAILLE Didier

*Selon l'auteur, assistant de service social au COMEDE (Comité Médical pour les Exilés), "les dispositifs d'action et de protection sociale se complexifient en même temps que la figure de l'étranger est délégitimée dans le discours public. Dans ce contexte, les acteurs de l'intervention sociale sont particulièrement mal à l'aise face à l'intensification des pratiques illégales de l'administration". "Pourtant, même si la formation ni la définition du travail social ne le prévoient explicitement, un inflexionnement de l'action sociale vers l'action juridique est indispensable pour intégrer la dimension de conflictualité du rapport des usagers avec la puissance publique".*

Dans : **PLEIN DROIT - La revue du GISTI**

Du/de : **MARS 2007 - n ° 72 - p 17 à 20 (4 P) - Cote : A GIS 6**

**\* LA RANCOEUR EST VIVE CHEZ LES ETUDIANTS EN TRAVAIL SOCIAL**

De : DARMON Laetitia, LUGBULL Raphaël

*Naissance d'une Fédération nationale des Travailleurs sociaux en Formation : ses objectifs et son organisation*

Dans : **TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES**

Du/de : **3 OCTOBRE 2008 - n ° 1177 - p 17 (1 P) - Cote : A TSA 78**

**\* Interview : "LE PROCESSUS DE BOLOGNE EST UNE CHANCE A SAISIR POUR FAIRE CONNAITRE NOS DIPLOMES EN TRAVAIL SOCIAL"**

De : PUECH Laurent

*Le "processus de Bologne" vise à créer un "espace européen de l'enseignement supérieur" et doit aboutir en 2010 et chaque formation devra être évaluée en ECTS (European Credits Transfert System). Ce processus pourrait amener à une reconnaissance des diplômes français d'assistant de service social, au niveau Bachelor (Licence ou bac +3), de même pour les éducateurs de jeunes enfants, les conseillers en économie sociale, et les éducateurs spécialisés.*

Dans : **TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES**

Du/de : **7 NOVEMBRE 2008 - n ° 1182 - p 17 & 18 (2 P) - Cote : A TSA 84**

## LISTE DES PERIODIQUES

reçus dans le cadre d'un abonnement ou achetés au numéro et indexés durant le dernier mois

### **ACTION SOCIALE**

**GAZETTE (LA) SANTE SOCIAL - le mensuel des acteurs sanitaires et sociaux - 45 - OCTOBRE 2008 - Création de places, qualité de l'accueil : GARDE D'ENFANTS, la difficile équation - HANDICAP : Accessibilité : le retard s'accumule dans la réalisation des diagnostics**

*A lire la tribune de Patrick Peugeot, président de la CIMADE sur "l'industrialisation de la rétention"*

### **ADMINISTRATION ET GESTION DES ETABLISSEMENTS**

**TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES - 1175 - 19 SEPTEMBRE 2008 - SECURITE DANS LES ESMS : Maîtriser le risque incendie (à suivre)**

Avec des articles de : TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES  
*Pas de sélection à part*

**TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES - 1176 - 26 SEPTEMBRE 2008 - SECURITE DANS LES ESMS : maîtriser le risque incendie (suite et fin)**

Avec des articles de : TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES  
*Pas de sélection d'article*

**TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES - 1180 - 24 OCTOBRE 2008 - PROJET DE LOI "ARS" (AGENCE REGIONALE DE SANTE) : Zoom sur le volet médico-social**

Avec des articles de : TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES  
*Voir l'article sélectionné à part*

**TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES - 1183 - 14 NOVEMBRE 2008 - ETABLISSEMENTS : LA LUTTE CONTRE LA LEGIONELLOSE**

Avec des articles de : TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES  
*Pas de sélection d'article*

### **DELINQUANCE**

**La Revue d'action juridique & sociale - JOURNAL DU DROIT DES JEUNES - 278 - OCTOBRE 2008 - AUDITION DE L'ENFANT : Rien de moins sur... - L'accès à l'éducation des mineurs étrangers à Mayotte - Délinquance des mineurs : les 25 propositions du rapport Warsmann - Observations de l'AFMJF à la commission Vanirard & aussi : Le juge des enfants n'est pas un juge mineur**

Avec des articles de : RONGÉ Jean-Luc, DEMALDENT-RABAUX Juliette, JUSTON Marc  
*Voir les articles sélectionnés à part sur la réforme de l'ordonnance de 1945*

### **DELINQUANCE**

**TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES - 1177 - 3 OCTOBRE 2008 - JUSTICE : VERS DE NOUVEAUX DROITS POUR LES DETENUS**

Avec des articles de : TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES  
*Voir aussi l'interview des travailleurs sociaux en colère en raison des problèmes de gratification des stages ...*

### **ECONOMIE**

**ESPRIT (REVUE INTERNATIONALE) - 11-2008 - NOVEMBRE 2008 - DANS LA TOURMENTE (1) : AUX SOURCES DE LA CRISE FINANCIERE**

Avec des articles de : PADIS Marc-Olivier, DONZELOT Jacques, FOESSEL Michaël, GARAPON Antoine, MONGIN Olivier  
*Pas de sélection d'article*

## **EDUCATION SPECIALISEE**

### **LES CAHIERS DE L'ACTIF - 386/387 - JUILLET AOUT 2008 - L'ANIMATION DU QUOTIDIEN INSTITUTIONNEL - Regards sur .... Diriger une équipe au travail - Comment animer une équipe dans les institutions sociales et médico-sociales - Humeurs ... Vive la retraite ! Fausses vérités et vrais mensonges sur une conquête sociale majeure - Gérer une situation de crise éthique en action sociale**

Avec des articles de : LE GOFF Yann, CHAVAROCHE Philippe, CAMBON Laurent, GALLUT Xavier, GABBAI Philippe, BRIZAIS Reynal, MICHIT Robert, TOUYA Noël, VERCAUTEREN Richard, MARCHAL Jean-Luc, AMYOT Jean-Jacques, ROUZEL Joseph, DOBIECKI Bernard, SALBREUX Roger, SEDES René, BAPTISTE René

*Comment penser et animer le quotidien institutionnel, et avec quels outils ? C'est ce à quoi les auteurs nous proposent de réfléchir dans le cadre de ce dossier. Voir la sélection d'articles pour la revue de presse 9/2008*

## **EMPLOI**

### **TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES - 1182 - 7 NOVEMBRE 2008 - OFFRE RAISONNABLE D'EMPLOI : une issue au chômage ?**

Avec des articles de : TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES

*Voir un article sélectionné à part*

## **EXCLUSION SOCIALE**

### **GAZETTE (LA) SANTE SOCIAL - le mensuel des acteurs sanitaires et sociaux - 46 - NOVEMBRE 2008 - EXCLUSION, EMPLOI, ACCES AUX SOINS : Répondre aux nouvelles formes d'isolement rural - GRAND AGE : L'animation s'impose peu à peu en gérontologie - CAHIER JURIDIQUE ET FINANCIER : Les aides à l'investissement médico-social - Le port des signes religieux à l'école - DEBAT : Prévention de la délinquance : jusqu'où tolérer le fichage ?**

Avec des articles de : DUBASQUE Didier, FELTESSE Hugues, DELMOTTE Hélène, MAISONNEUVE Catherine, CHAUDIEU Emmanuelle

*Voir les articles sélectionnés à part*

### **TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES - 1179 - 17 OCTOBRE 2008 - Dossier : GENS DU VOYAGE : Quels droits, quelles prestations ?**

Avec des articles de : TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES

*Voir sélectionné à part le dossier sur les gens du voyage*

## **FAMILLE**

### **INFORMATIONS SOCIALES - 149 - OCTOBRE 2008 - NOUVELLES FIGURES DE LA PARENTALITE**

Avec des articles de : BOISSON Marine, CHAUVIERE Michel, ATTIAS-DONFUT Claudine, CADOLLE Sylvie, HELFTER Caroline, DELAISI DE PARSEVAL Geneviève, FESTY Patrick

*Qu'est-ce qui fait famille aujourd'hui ? Les transformations de la famille contemporaine ont conduit à une diversité de configurations parentales : monoparentalité, beau-parentalité, homoparentalité, pluriparentalité. Comment délimiter les frontières entre la parenté et la parentalité ? De ces trajectoires familiales devenues multiples, assiste-t-on à une mutation des fonctions, des rôles et des pratiques des parents ? Il est question, dans ce numéro d'Informations Sociales, des relations familiales induites par l'évolution des rôles parentaux et grands-parentaux à travers les familles et les fratries recomposées, ainsi que par le développement de la garde en alternance. Les demandes de reconnaissance de droits parentaux par des couples homosexuels comme par des couples ayant eu recours à des dons de gamètes sont également interrogées. L'objectif est ici d'apporter des éléments de réflexion sur les situations familiales contemporaines, devenues banales ou encore atypiques, sur les débats qu'elles suscitent et les réponses institutionnelles, juridiques et sociales auxquelles elles conduisent.*

## **FORMATION PROFESSIONNELLE**

### **EDUCATION PERMANENTE - 168 - SEPTEMBRE 2006 - L'AUTOFORMATION : ACTUALITE ET PERSPECTIVES**

Avec des articles de : PINEAU Gaston, CARRE Philippe, BULEA Ecaterina, BOTA Cristian, BRONCKART Jean-Paul, GALVANI Pascal, TREMBLAY Nicole A., ENEAU Jérôme, BOUTINET Jean-Pierre, BEZILLE Hélène, JEZEGOU Annie, LAVIELLE-GUTNIK Nathalie, COLLET Isabelle, PAQUELIN Didier, DEBON Claude, AIT-ABDESSELAM Nacira, CYROT Pascal

*Le point sur la recherche en autoformation : une recherche jeune, une recherche aux prises avec une différenciation interne, cinq "planètes" et émergence d'une "sixième planète"*

## **HANDICAP ET INADAPTATION**

### **LES CAHIERS DE L'UNAPEI - JURIS HANDICAPS : Handicaps : aide à la décision - 164 - SEPTEMBRE 2008 - Dossier : Les ressources des personnes handicapées vieillissantes : 1ère partie, la retraite anticipée ( 28 p) - Fiche technique : Le Contrat Initiative Emploi (7 p)**

Avec des articles de : JURIS HANDICAPS

*A propos de la retraite anticipée des personnes handicapées : synthèse de la législation en vigueur et extraits ou intégralité des textes législatifs applicables. De même pour le contrat initiative emploi .*

### **LES CAHIERS DE L'UNAPEI - JURIS HANDICAPS : Handicaps : aide à la décision - 166 - NOVEMBRE 2008 - Journée Protection Juridique 2008 : Réforme de la protection juridique des majeurs : Quelle évolution (révolution ?) Des pratiques ?**

Avec des articles de : JURIS HANDICAPS

*Au cours de cette journée tout ce qui concerne la loi du 5 mars 2007 et sa mise en oeuvre en 2009 a été évoqué. "Cette loi est globalement bonne, même si elle présente tout de même des imperfections ou des lacunes". De plus elle est complexe et pour en faire un bon outil et apprendre à s'en servir, il est nécessaire de se rencontrer d'où l'objet de cette journée.*

### **LES CAHIERS DE L'UNAPEI - JURIS HANDICAPS : Handicaps : aide à la décision - 165 - Dossier : LA PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR LES ENFANTS (PCH)(10 p)**

Avec des articles de : JURIS HANDICAPS

*A noter (2 p) la synthèse des trois nouvelles recommandations de l'ANESM : "La bientraitance : définition et repères pour la mise en oeuvre", "Conduites violentes dans les établissements accueillant des adolescents : prévention et réponses" et "Mise en oeuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées". Toutes ses recommandations sont disponibles au CRD ou téléchargeables : <http://www.ansem.sante.gouv.fr>*

### **NOTES & DOCUMENTS - BULLETIN MENSUEL DU CREA ALSACE - 153 - ASSEMBLEE GENERALE DU CREA ALSACE 18 NOVEMBRE 2008 - Résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe concernant l'accès aux droits des personnes handicapées et leur pleine et active participation dans la société**

Avec des articles de : BAUER Frédéric

*Synthèse de la résolution visant à "assurer aux personnes handicapées l'égalité des chances et une citoyenneté à part entière" via une série de mesures prioritaires dans le but d'accroître de façon significative la qualité de vie des personnes handicapées.*

### **NOTES & DOCUMENTS - BULLETIN MENSUEL DU CREA ALSACE - 154 - NOVEMBRE 2008 - LES CENTRES D'ACTION MEDICO-SOCIALE PRECOCE : Enquête nationale de la DGAS et de la CNSA**

Avec des articles de : BAUER Frédéric

*Synthèse de l'enquête réalisée par l'IGAS et la CNSA pour mieux "connaître les capacités d'intervention et la pluridisciplinarité des CAMSP, pour orienter les financements du plan pluriannuel 2008-2012 et être en mesure d'accompagner le développement de l'offre dans toutes les régions".*

## **HANDICAP ET INADAPTATION**

### **TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES - 1155 - 28 MARS 2008 - LE MANDAT DE PROTECTION FUTURE : un contrat pour l'avenir**

Avec des articles de : TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES

*A noter le mandat de protection future : à qui s'adresse-t-il ? Quels effets produit-il ? Le point sur ce contrat qui peut être conclu dès aujourd'hui même s'il ne produira ses effets qu'à compter de 2009*

### **TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES - 1181 - 31 OCTOBRE 2008 - TRAVAIL EN ESAT : quels droits pour les handicapés ?**

Avec des articles de : TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES

*Voir un article sélectionné à part*

## **IMMIGRATION**

### **PLEIN DROIT - La revue du GISTI - 72 - MARS 2007 - LE TRAVAIL SOCIAL AUPRES DES ETRANGERS [2]**

Avec des articles de : CARRERE Violaine, MORICE Alain

*Voir la sélection d'articles*

## **PETITE ENFANCE**

### **A.S.H. SUPPLEMENT au n° 2574 du 26 SEPTEMBRE 2008 - LES MODES D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS : Concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale - Le choix d'un mode d'accueil - La création et la gestion des établissements d'accueil des jeunes enfants - 2E EDITION**

Avec des articles de : LEPRINCE Frédérique

*"Une situation plus favorable en France que dans la plupart des pays européens" : approche historique, synthèse du dispositif, enjeux et avenir*

## **POLITIQUE SOCIALE**

### **INFORMATIONS SOCIALES - 150 - NOVEMBRE DECEMBRE 2008 - EVALUATION DES POLITIQUES FAMILIALES ET SOCIALES**

Avec des articles de : CHAUFFAUT Delphine, ROUSSEL Romain, THIBAUT Florence, AVENEL Cyprien, BOYER Danielle

*L'évaluation des politiques publiques, relativement récente en France, est devenue aujourd'hui un véritable outil d'aide à la décision. Les champs de la famille et du social, notamment, font l'objet d'une démarche de ce type, et ce autant pour les prestations que pour les services relevant de l'action sociale. L'objectif de ce numéro **d'Informations sociales** vise, à travers plusieurs exemples d'évaluations conduites ces dernières années à souligner les nouvelles questions qui se posent à l'évaluateur. Y sont examinées les nouvelles approches des politiques publiques et les pratiques évaluatives novatrices qu'elles induisent, comme la loi organique relative aux lois de finances ou encore l'expérimentation sociale. Le numéro présente également la diversité des objets d'évaluation et des acteurs impliqués, au travers d'évaluations auxquelles la branche Famille participe. Enfin, les questions posées par les différents niveaux territoriaux de l'évaluation sont traitées par des acteurs qui la pratiquent au sein d'institutions diverses.*

### **TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES - 1178 - 10 OCTOBRE 2008 - BUDGET DE L'ETAT : COMBIEN POUR LE "SOCIAL" EN 2009 - La directive service : menace ou opportunité - ESAT et CHRS : renforcement de la convergence tarifaire en vue - Missions locales : les structures porteuses de l'animation régionale n'échappent pas à "la logique de performance"**

Avec des articles de : TSA HEBDO - TRAVAIL SOCIAL ACTUALITES

*Voir les articles sélectionnés à part*

## **PROTECTION DE L'ENFANCE**

**La Revue d'action juridique & sociale - JOURNAL DU DROIT DES JEUNES - 277 - SEPTEMBRE 2008 - MINEURS SANS DROITS ? Unicef, défenseure des enfants, France Terre d'Asile, Anafé, Ase de Paris - Le fichier Edwige - Dénonciation d'étrangers - Documents du CSTS et le délit de solidarité**

Avec des articles de : RONGE Jean-Luc, HUYETTE Michel, ROSENCZVEIG Jean-Pierre, UNICEF, CLEMENT-BARTHEZ Colette, BEN YAHMED Keltoum, SULLI Carole

*Voir la sélection d'article sur les mineurs isolés*

**La Revue d'action juridique & sociale - JOURNAL DU DROIT DES JEUNES - 279 - NOVEMBRE 2008 - LES "INCASABLES" ... UNE RECHERCHE POUR L'ONED - Agent sportif et mineurs - Harcèlement moral & aussi : Jurisprudence : suicide en prison, prestations familiales, discriminations**

Avec des articles de : RONGE Jean-Luc, HUYETTE Michel, DURNING Paul, TREMINTIN Jacques, FONTIER Rémy

*Voir les articles sélectionnés à part pour la revue de presse 9/2008*

## **SANTE PUBLIQUE**

**LA SANTE DE L'HOMME - 395 - MAI JUIN 2008 - DEVELOPPEMENT DURABLE ET PROMOTION DE LA SANTE - Prévention de l'alcoolisation foetale à la Réunion - Maternelle : supprimer la collation ou éduquer ? - Persepolis : pour débattre avec les ados**

*Pas de sélection d'article*

**LA SANTE DE L'HOMME - 396 - JUILLET AOUT 2008 - MEDIAS ET SANTE : Développer l'esprit critique - Les jeunes "accros" aux jeux vidéo - Alcool : un ancien dépendant devenu "passeur" - La Réunion : cuisiner équilibré**

Avec des articles de : DANGAIX Denis

*voir la sélection d'article*

**LA SANTE DE L'HOMME - 397 - SEPTEMBRE OCTOBRE 2008 - COMMENT REDUIRE LES INAGALITES SOCIALES DE SANTE ? - Travail : prévenir le stress - Suisse : la sexualité expliquée aux écoliers - Enquête : les Français en manque de sommeil**

Avec des articles de : LARCHER Pierre

*Pas de sélection d'article*

## **SOCIETE**

**ESPRIT (REVUE INTERNATIONALE) - supplément octobre 2008 - L'ETHIQUE COMME FRONTIERE**

Avec des articles de : ATLAN Henri, NOTAT Nicole, MAÏLA Joseph

*Pas de sélection*

**ESPRIT (REVUE INTERNATIONALE) - 10-2008 - OCTOBRE 2008 - LES CHANTIERS DU GRAND PARIS - Sécularisation et mutation du religieux**

Avec des articles de : ROY Olivier, MONGIN Diane

*Pas de sélection*

**INFORMATIONS SOCIALES - 148 - JUILLET AOUT 2008 - POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS**

Avec des articles de : BORGETTO Michel, BELORGEY Jean-Michel, CALVES Gwénaële, WUHL Simon, CUSSET Pierre Yves, NOEL Olivier

*Depuis la fin des années 1990, la question des discriminations occupe l'agenda politique. De nombreux travaux scientifiques et la reconnaissance juridique de la méthode du testing ont permis de leur donner une certaine visibilité. La réalité des discriminations n'est plus aujourd'hui contestée. Il n'en demeure pas moins que les politiques de lutte contre les discriminations sont encore l'objet de débats qui interrogent, en premier lieu, la conception française de l'égalité. Assurer l'égalité des chances entre les individus nécessite-t-il le recours aux*

## **E.S.T.E.S. – Revue de Presse et veille juridique N° 9 – novembre 2008**

*discriminations positives au profit de certains groupes ? Est-il besoin de statistiques ethniques pour améliorer les outils de mesures des discriminations ? Ce numéro d'Informations Sociales interroge l'émergence et l'utilisation, aujourd'hui quelque peu galvaudée, du concept de discrimination. Quels ont les fondements des politiques visant à combattre les comportements discriminatoires ? Quels sont les outils utilisés ? Comment, au bout du compte, celles-ci se traduisent-elles dans la réalité ?*

### **TRAVAIL SOCIAL**

#### **LIEN SOCIAL "Le Forum du Jeudi" - HORS-SERIE 16 OCTOBRE 2008 - SPECIAL 20 ANS**

Avec des articles de : CLERC Denis, MUCCHIELLI Laurent, BEN JELLOUN Tahar, HOUDIN Jérôme, SERVIN Jean-Marie, DELION Pierre, BOUQUET Brigitte, MEIRIEU Philippe, BENASAYAG Miguel, BENGUIGUI Yamina, SCHWARTZ Bertrand, MIGNARD Jean-François, ZUCMAN Elizabeth, KARSZ Saül, EYRAUD Jean-Baptiste

*Pour ses vingt ans, la revue Lien Social a demandé à des personnalités variées et diverses d'écrire sur un sujet qui les touche, les inspire ou les révolte avec "comme fil conducteur leurs impressions sur l'état du sociale et pourquoi pas imaginer celui-ci dans vingt ans". Voir les interventions concernant le travail social sélectionnées à part pour la revue de presse 9/2008*

#### **PLEIN DROIT - La revue du GISTI - 70 - OCTOBRE 2007 - LE TRAVAIL SOCIAL AUPRES DES ETRANGERS [1]**

Avec des articles de : CARRERE Violaine, GARCETTE Christine, DAADOUCHE Christophe, BRICAUD Julien, CHAMBON Mylène, MESLIN Karine

*Voir les articles sélectionnés à part*

### **VIE POLITIQUE**

#### **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES - 173 - JUIN 2008 PACIFIER ET PUNIR [1] : Les crimes de guerre et l'ordre juridique international**

Avec des articles de : BOURDIEU Jérôme, DEZALAY Sara, POUPEAU Franck

*Pas de sélection d'article*

#### **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES - 174 - SEPTEMBRE 2008 - PACIFIER ET PUNIR [2] : LA FORCE DU DROIT INTERNATIONAL ET LE MARCHÉ DE LA PAIX**

*Pas de sélection d'article*

#### **ESPRIT - 8-9-2008 - AOUT SEPTEMBRE 2008 - INTERNATIONAL : Démocrates s'abstenir ? ... La propriété sociale : émergence, transformations et remise en cause**

Avec des articles de : ROSANVALLON Pierre, CASTEL Robert

*Pas de sélection*

## Les nouvelles acquisitions du rayon Multimédia :

### **SANTE MENTALE**

#### **\* SHOCK CORRIDOR**

De : FULLER Samuel

*"Dans l'Amérique de Fuller, l'Amérique était devenue un asile d'aliénés". - Martin Scorsese . En vue d'obtenir le prix Pulitzer, un journaliste cynique et ambitieux se fait passer pour fou et interner dans un asile afin d'enquêter sur un meurtre... mais plus il se rapproche l'assassin, plus sa propre folie le guette. Ou est-ce celle des autres ? Samuel Fuller n'hésite pas à explorer ici les recoins les plus sombres de l'espèce humaine et de la société américaine en particulier. La brillante utilisation du noir et blanc de Stanley Cortez, peut-être le plus grand chef opérateur du monde, apporte au film une brutalité rare pour l'époque. Alternativement brillant et glaçant, intense et immature, enragé et romantique, Shock corridor est le film d'un réalisateur qui aimait expérimenter et prendre des risques.*

Dans : **EDITION COLLECTOR 2 DVD**

Du/de : **1963** - n ° - p - Cote : **DVD 44**

### **TRAVAIL**

#### **\* ILS NE MOURAIENT PAS TOUS MAIS TOUS ETAIENT FRAPPES**

De : BRUNEAU Sophie, ROUDIL Marc-Antoine, ADR Productions, ALTER EGO Films

*Chaque semaine dans trois hôpitaux publics de la région parisienne, une psychologue et deux médecins reçoivent des hommes et des femmes malade de leurs travail. Tour à tour, quatre personnes racontent leurs souffrance au travail dans le cadre d'un entretien unique. Les trois professionnels spécialisés écoutent et établissent peu à peu la relation entre la souffrance individuelle du patient et des nouvelles formes d'organisation du travail. A travers l'intimité, l'intensité et la vérité de tous ces drames ordinaires pris sur le vif, le film témoigne de la banalisation du mal dans le monde du travail. C'est un huis clos cinématographique où prend corps et sens une réalité invisible et silencieuse : la souffrance au travail*

Dans : **BODEGA FILMS**

Du/de : **2005** - n ° - p - Cote : **DVD 45**

### **IMMIGRATION**

#### **\* UNIVERSITE, TERRE D'ASILE**

De : WOLF Franck, KARTMANN Brice, SANS CANAL FIXE

*Printemps 2005 : 9 familles de demandeurs d'asile, primo arrivantes en France, sont expulsées des foyers où elles ont passé les derniers jours de l'hiver et se retrouvent sans solution de logement avec leurs enfants. Un collectif de militants les prend en charge et les installe dans une salle de l'université de Tours en rappelant aux pouvoirs publics l'obligation légale qu'ils ont de les loger. Contre toute attente, cette occupation, envisagée comme moyen de pression temporaire, va s'étirer dans le temps. En attente de solutions pour les familles, une vie s'installe dans la faculté au rythme des assemblées générales, des menaces d'évacuation policière, des négociations avec les différents représentants du pouvoir, autour de réflexions sur le sens qu'on donne au mot "politique".*

Dans : **SANS CANAL FIXE**

Du/de : **2007** - n ° - p - Cote : **DVD 46**

**Rappel : les DVD, CD, cassettes sont consultables sur place**